

RMC - ITW de Edouard Geffray – jeudi 23 avril 2026 11:42

Olivier TRUCHOT

La suite des Grandes Gueules sur RMC et RMC Story, avec autour de la table ce matin la coach de vie Joëlle DAGO-SERRY, l'avocat Charles CONSIGNY, la sophrologue Laura WARTON MARTINEZ, nous accueillons notre invité. C'est le ministre de l'Éducation nationale, Édouard GEFFRAY. Bonjour.

Édouard GEFFRAY

Bonjour.

Olivier TRUCHOT

Bienvenue dans les Grandes Gueules.

Édouard GEFFRAY

Merci.

Olivier TRUCHOT

Prof, aujourd'hui, c'est un métier dangereux ?

Édouard GEFFRAY

C'est un métier qui, malheureusement parfois, peut l'être. Il ne l'est pas structurellement, quand l'immense majorité des professeurs fait cours dans les conditions normales, mais on a eu des drames ces dernières années, qui montrent que malheureusement, parfois, les professeurs ne sont pas à l'abri des maux de la société, que parfois les maux de la société entrent dans l'école et malheureusement, parfois, jusqu'à des drames qu'on a tous en tête.

Olivier TRUCHOT

Justement ce drame, l'assassinat d'Agnès LASSALLE, puisque le procès du meurtrier, c'est en ce moment même devant la Cour d'assises de Pau, c'était il y a trois ans, cette professeure d'espagnol de 53 ans était poignardée par un élève en pleine classe et on se souvient de ces images bouleversantes de son compagnon qui dansait seul face à son cercueil le jour de ses obsèques. C'est un drame qui avait ému les Français. Et on se dit, trois ans après, est-ce que la menace qui pèse sur ces profs, notamment ces attaques au couteau, est-ce toujours une réalité ? Qu'est-ce que vous, en tant que ministre, patron de l'administration, vous avez fait pour mieux protéger nos enseignants ?

Édouard GEFFRAY

Alors, aujourd'hui, on contrôle, comme vous le savez, très massivement, on fait des contrôles aux établissements. Donc on a fait 20 500 contrôles depuis un an. On a augmenté la cadence, on est à quasiment 2 500 contrôles par mois actuellement, pour précisément faire des fouilles de sacs, etc. Donc concrètement, on a trouvé en un an un peu moins de 800 armes blanches au sens large, couteau, cutter, enfin tout ce qui peut, d'une manière ou d'une autre, servir d'armes blanches a été identifié. C'est évidemment beaucoup trop, ça veut dire qu'on a aujourd'hui des jeunes à qui il semble naturel de se balader avec un couteau ou un cutter dans leur sac, donc ce n'est pas normal. Et donc j'allais dire cette partie-là, qui est la partie, entre guillemets, symptomatique, on fait tout évidemment pour enrayer ce processus, mais

l'amont aussi, et pardon d'y revenir mais c'est important, le couteau avant d'arriver à l'école, il a quitté la maison.

Olivier TRUCHOT

Donc responsabilité aussi des parents ?

Édouard GEFFRAY

Responsabilité collective. La violence, avant d'arriver à l'école, elle est aussi à l'extérieur. Et donc il faut qu'on travaille collectivement sur le fait, et moi, je suis absolument catégorique là-dessus, qu'on ne touche pas à l'institution scolaire et qu'on ne touche pas à un professeur. Et de ce point de vue-là, il y a quand même un problème collectif, c'est que, si vous voulez, à force de, vous voyez, toujours un peu décrédibiliser, moquer, relativiser, etc., on a un peu désacralisé la figure du professeur.

Olivier TRUCHOT

Qui relativise ? Qui se moque des profs ?

Édouard GEFFRAY

Collectivement, à commencer par le fait qu'on dise, pour la plupart d'entre nous, on dit prof. Pardon, c'est le seul métier de jeunesse pour lequel on emploie un diminutif. Ils sont professeurs.

Olivier TRUCHOT

Un « prof », c'est péjoratif pour vous ?

Édouard GEFFRAY

Ce n'est pas forcément péjoratif. J'observe que c'est un diminutif et que c'est le seul métier pour lequel on emploie un diminutif. Il y a des métiers pour lesquels on emploie des surnoms. Il y a peu de métiers, en tout cas je n'en connais pas d'autres, pour lesquels on diminue le nom. Ils sont professeurs. Ils représentent une institution et ils ont dédié leur vie à former nos enfants ou ceux des voisins. Et rien que pour ça, si vous voulez, pour moi, le respect, il est absolument catégorique. J'ai vu la semaine dernière, vous avez vu aussi les propos d'un député Rassemblement national qui parlait des professeurs mal coiffés ou je ne sais quoi, enfin des profs mal coiffés. Non quoi. On ne peut pas aspirer à restaurer l'autorité d'un côté et à dire de l'autre qu'on se moque de la figure du professeur.

Olivier TRUCHOT

Oui, mais est-ce que eux-mêmes... Non, mais on n'a pas été un peu responsables de tout ça. On, quand je dis, c'est-à-dire les profs eux-mêmes, la communauté éducative. Parce qu'on a dit qu'il faut arrêter que le prof soit sur son piédestal. D'ailleurs, on a supprimé les estrades. On a dit maintenant, il faut que ça soit plus horizontal. On a désacralisé aussi cette fonction-là. Peut-être qu'avant, on était trop dans le prof qu'on mettait sur un poste tout-puissant dans la classe. Mais maintenant, il est impuissant dans sa classe.

Édouard GEFFRAY

Heureusement, il n'est pas encore impuissant dans sa classe. Et puis, on travaille à ce qu'il ne le soit pas. Mais la société a changé. Et donc, moi, quand j'entends les gens qui me disent les [inaudible] de la République et tout ça, il ne faut pas faire de nostalgie sur des anciennes

figures ou des anciennes pratiques pédagogiques. Il ne faut pas faire de nostalgie. En revanche, il y a quelque chose pour moi qui est non négociable, y compris en termes de sanctions et y compris en termes de poursuites pénales, c'est qu'on ne touche pas un professeur. C'est tout. La figure du professeur, elle est intouchable.

Olivier TRUCHOT

Joëlle DAGO-SERRY.

Joëlle DAGO-SERRY

Je suis d'accord avec vous, Monsieur le ministre, moi, sur le respect qu'on doit aux professeurs en tant qu'élèves, mais aussi en tant que parents, parce que vous savez qu'il y a des parents qui débordent en termes d'intrusion dans les cours, dans ce que les cours doivent être et aussi même dans la notation. J'ai une sœur enseignante, ma sœur et puis d'autres collègues à elle, sur la question du respect, se sentent d'abord dérespectés par l'institution avant les élèves.

Laura WARTON MARTINEZ

Exactement.

Olivier TRUCHOT

Quoi par exemple ? Un exemple précis.

Joëlle DAGO-SERRY

Par exemple, quand vous faites un bac+5, vous faites de très longues études, et qu'on vous embauche à 1 600 ou à 1 700, et qu'au bout de 8 ans ou 9 ans, vous arrivez à peine à 2 000 euros, et que vous gérez des classes de 30 élèves, vous êtes en totale autonomie.

Laura WARTON MARTINEZ

L'avenir de la France.

Joëlle DAGO-SERRY

L'avenir de la France. Et qu'on vous paye, pour moi, j'appelle ça être payé au lance-pierre, au regard de l'investissement, mais aussi du rôle dans la nation. Vous vous sentez dérespecté par...

Olivier TRUCHOT

Donc respecter les profs, c'est aussi mieux les payer pour vous ?

Joëlle DAGO-SERRY

Complètement, mieux les payer par l'institution.

Olivier TRUCHOT

Les professeurs.

Joëlle DAGO-SERRY

Et aussi, je vais rajouter autre chose dans ça, sur les contractuels, par exemple, pourquoi est-ce qu'il faut 6 ans à un contractuel pour être en CDI, alors même qu'il est inspecté très régulièrement par l'institution, alors même qu'il a un dossier, donc on peut savoir si c'est un

bon professeur ou pas, pourquoi est-ce qu'il lui faut 6 ans pour être stable ? Pourquoi est-ce que quand on est contractuel, par exemple, on peut rester le premier mois ou le deuxième mois sans salaire ? Vous voyez, c'est des situations très concrètes. Moi, j'ai une soeur dans l'enseignement, donc je peux vous en parler.

Olivier TRUCHOT

Donc l'institution ne respecte pas ses employés.

Joëlle DAGO-SERRY

Complètement. Et pourquoi est-ce que les professeurs ont des difficultés à avoir accès au rectorat ? Ne serait-ce que pour avoir quelqu'un en ligne ? Tout ça, en fait, ce ne sont pas ni les élèves, ni les parents, c'est l'institution. Donc moi, je veux savoir, est-ce que vous, en tant qu'institution, pas vous personnellement, mais l'institution, quel est le respect qu'elle accorde concrètement aux professeurs ?

Olivier TRUCHOT

Alors, Édouard GEFFRAY, ministre de l'Éducation, vous répond.

Édouard GEFFRAY

Alors, d'abord, juste pour dire qu'effectivement, le respect des professeurs et des personnes en général, parce qu'il n'y a pas que des professeurs, il y a 400 000 personnels aussi qui ne sont pas des professeurs à l'Éducation nationale, il doit être dû par tout le monde. Vous avez cité les parents, vous avez cité l'institution. Sur l'institution, je suis entièrement d'accord avec vous sur le fait que l'institution doit respecter ses professeurs. Je donne juste un exemple. Aujourd'hui, un professeur qui part en retraite, il reçoit un arrêté marqué : « Vous êtes radié des cadres à compter du 1er septembre ». Bon. J'ai demandé à tous les recteurs de France de changer les pratiques, d'écrire des lettres personnalisées pour remercier les gens pour leur carrière et d'avoir, à ce point, construit l'avenir de notre pays. C'est tout bête, mais c'est une première marque de respect. La rémunération, alors maintenant, on commence à 2 100. 1 600, c'était il y a 8 ans, justement. Donc, c'était au début du quinquennat MACRON et maintenant, on est à 2 100 quand on commence. On a indéniablement une question de rémunération des professeurs en France. On a indéniablement aussi, comme vous le savez, une question budgétaire. Donc, je ne suis pas tout à fait...

Olivier TRUCHOT

Oui, mais il y a moins d'élèves.

Édouard GEFFRAY

Par rapport à ça, je ne suis pas tout à fait libre. Et donc, tout l'enjeu, c'est effectivement au cours de... On sait déjà ce qui a été fait, je veux dire, de 1 600 à 2 100 euros, mais tout l'enjeu, c'est de revaloriser notamment les premières moitiés de carrière. Parce qu'en réalité, c'est là qu'il y a une longue stagnation de la rémunération qui est objectivement... qui n'est pas encourageante quand tu es professeur. Donc ça, on va y travailler. J'y travaille déjà. Je n'ai pas les marges de manœuvre budgétaire pour l'instant. Mais un jour, on pourra le faire.

Olivier TRUCHOT

J'ai une proposition à vous faire, parce que vous avez dit vous-même que nous allons perdre 1,7 million d'élèves d'ici 2035, puisqu'on voit bien que la natalité est en berne. Donc ça veut

dire, moins d'élèves, vous avez besoin de moins de profs. Donc si vous avez moins de profs, moins d'enseignants, déjà il y a 5 000 postes qui vont être supprimés.

Édouard GEFFRAY

4 000.

Olivier TRUCHOT

Mais bon c'est peu par rapport à ce qu'il faudrait sans doute par rapport au chiffre que vous-même vous avez donné. Peut-être que là il faut en profiter pour avoir moins de profs et peut-être mieux les payer. Est-ce que moins de professeurs et mieux les payer ?

Édouard GEFFRAY

D'abord, c'est une trajectoire à 10 ans. Ce n'est pas une trajectoire pour l'entrée prochaine. Précisément, ce que j'ai fait, c'est que c'est la première fois qu'on donne des chiffres à 10 ans sur la démographie. D'ailleurs, même pour les produits. J'ai fait faire ça pour qu'on se donne une vision de long terme. Si vous voulez, moi, aujourd'hui, l'enfant qui rentre en maternelle, il est pour 15 ans le système éducatif. Donc, carrément, il faut un tout petit peu de recul par rapport à l'actualité et se dire comment je me projette sur l'année. On ne va pas supprimer des postes de professeurs à la proportion de la démographie. Si on fait ça, on ferme des milliers d'écoles et on va abîmer un système.

Olivier TRUCHOT

Donc on va laisser des écoles ouvertes alors qu'il n'y aura plus d'élèves ?

Édouard GEFFRAY

Non, on va, il y a deux choses à faire. D'un côté, il faut tirer les conséquences du système démographique. Il y aura probablement un peu moins de professeurs au cours des prochaines années. C'est malheureusement mécanique. Si je prends Paris qui perd 30 % de ses élèves au cours des 10 prochaines années, j'imagine que dans 10 ans, toute majorité confondue, il y aura moins de professeurs à Paris qu'aujourd'hui. Simplement, il faut aussi profiter de l'aubaine démographique. Ce n'est pas une bonne nouvelle par ailleurs. Pour l'école, il faut profiter de l'aubaine, à la fois pour améliorer le taux d'encadrement, et puis...

Olivier TRUCHOT

Ah bon.

Édouard GEFFRAY

Oui, parce qu'il y a des endroits où on a besoin de l'améliorer. Vous avez encore, vous l'avez dit tout à l'heure, il y a encore des classes à 30 élèves. J'ai aussi des classes en France à 9 ou 10 élèves. Vous voyez bien qu'il y a un déséquilibre. Tout ça fait des moyennes qui sont plus ou moins correctes, mais en attendant, il y a des déséquilibres. Donc, ce qu'il faut, c'est qu'on arrive à la fois à compenser le déséquilibre, à travailler sur la qualité [inaudible]

Olivier TRUCHOT

Il n'y a pas moyen de récupérer de l'argent. C'est ça, je vais essayer de faire des économies, d'utiliser de l'argent ailleurs. On aura peut-être besoin de moins d'écoles, mais plus d'EHPAD par exemple. Bah oui, ce n'est pas qu'une formule.

Charles CONSIGNY

La France de demain fait rêver.

Olivier TRUCHOT

Pardon, mais la France de demain, c'est une France qui vieillit.

Charles CONSIGNY

Moins d'écoles, plus d'EHPAD. Un beau slogan de campagne.

Laura WARTON MARTINEZ

Je vous ai compris.

Olivier TRUCHOT

Ce n'est pas de ma faute si les Français ne font plus d'enfants.

Édouard GEFFRAY

Non, non. Si ça ne vous dérange pas, c'est tout pour la jeunesse, mon slogan, mais chacun le sien.

Olivier TRUCHOT

Vous ne pouvez pas obliger les gens à faire des enfants s'ils ne veulent plus en faire.

Édouard GEFFRAY

Non, mais ce qu'on peut faire, c'est permettre à ceux qui en veulent de les avoir. C'est ça l'enjeu. Ce n'est pas d'obliger les gens à avoir des enfants. C'est de faire en sorte que les gens qui en veulent puissent en avoir. Et pour ça, il faut leur redonner un tout petit peu d'espoir. Et l'école, ça fait partie de l'espoir. Quand j'ai une école pas trop loin de chez moi, qu'elle est de bonne qualité, etc, ça fait partie de l'espoir.

Olivier TRUCHOT

Ce qui fait partie de l'espoir, c'est que nos enfants s'en sortiront mieux que nous. Or, c'était même plus qu'un pari, c'était un contrat qu'on passait dans l'école de la République. Ce contrat n'est plus rempli et l'ascenseur social ne fonctionne plus.

Édouard GEFFRAY

Alors, ça nécessite d'être un tout petit peu de [inaudible].

Olivier TRUCHOT

Combien d'enfants ouvriers dans les grandes écoles en ce moment ? Le taux a reculé.

Édouard GEFFRAY

Oui, ça c'est vrai, le taux a reculé, mais vous voyez, typiquement, vous dites, on peut poser la question pour combien de jeunes issus de famille défavorisé ou fils d'ouvriers, etc. chez les hauts fonctionnaires, on a généralisé les prépas talent, on a désormais des milliers de jeunes, qui sont les films défavorisés, qui vont devenir hauts fonctionnaires demain et qui le sont même déjà parce qu'ils sont en train d'investir dans les concours. Donc, on n'est pas condamné à l'impuissance. Enfin, pardon, ce n'est pas parce que depuis 40 ans, on a un certain nombre de choses qui ont régressé sur notre contrat social, et je suis d'accord, c'est

un contrat social, qu'on n'est pas capable de le tenir et qu'on est condamné à l'impuissance. Maintenant, soit on se remonte les manches et on bosse pour les 10 prochaines années, soit on se dit, ça va très très mal. Moi, je préfère dire aux gens, on va se bouger pour les 10 prochaines années, d'ailleurs, on redonne une perspective, d'où le fait que je suis sorti sur 10 ans, on redonne une perspective.

Olivier TRUCHOT

Les 10 prochaines années, en 2027...

Édouard GEFFRAY

Mais il faut y croire.

Olivier TRUCHOT

...il y a des élections, c'est-à-dire que vous venez d'arriver, je comprends, vous êtes plein d'optimisme, mais on est à un an de la fin d'Emmanuel MACRON à l'Élysée, donc il y aura une nouvelle majorité, une nouvelle équipe, des nouveaux projets.

Édouard GEFFRAY

Oui mais, vous voyez, enfin, moi ce que j'espère. Pardon [inaudible]

Olivier TRUCHOT

Il y a eu combien de ministres d'Éducation depuis qu'Emmanuel MACRON a été élu en 2017 ? Je crois qu'on bat un record.

Édouard GEFFRAY

J'ai la chance d'être le huitième.

Olivier TRUCHOT

Le huitième, voyez. Comment, quand on change comme ça autant de ministres d'Éducation avec à chaque fois des projets, de la volonté, comment peut-on avoir une vision à long terme, et vous la souhaitez, alors qu'on a changé de ministre quasiment tous les ans ?

Édouard GEFFRAY

Mais il y a deux choses différentes. Il y a le sujet des réformes. Moi j'ai dit dès le départ, en arrivant, il n'y aura pas de réformes Geffray parce que ce ministère n'a pas besoin de réformes actuellement, il y en a déjà eu suffisamment. Et puis, il y a le sujet de méthodes et de travail à long terme. Moi, ma conviction profonde, si vous voulez, aujourd'hui un enfant qui rentre en maternelle, personne ne se pose la question de savoir comment il doit sortir quand il aura son bac dans 15 ans. Or pour moi c'est ça la vraie question. Donc j'essaie juste de faire en sorte qu'en termes de méthode, à la fois en termes de prévisibilité et en termes de méthode, et ça c'est vrai pour tous mes successeurs s'ils décident de réutiliser ces outils-là, on fasse en sorte de voir les choses à 10 ans ou à 15 ans. Après ça, ils partent des visions politiques différentes. Et ça c'est normal, c'est propre de la démocratie. Mais il faut que ces visions politiques, qu'elles soient de gauche, de droite, ça m'est égal, il faut qu'elles soient à 10 ou 15 ans, parce que c'est à cet horizon-là qu'on pense l'école.

Olivier TRUCHOT

Alors, les questions des grandes gueules dans un instant, des questions d'actualité, notamment après la mort de ce stagiaire qui a été écrasé par un chariot élévateur, ça s'est passé vendredi dernier, ça pose la question des conditions de sécurité et de l'accueil des jeunes en entreprise. Des questions également sur votre volonté, d'un retour de l'exigence, notamment en matière d'orthographe et de grammaire, et vous écouterez ce que disait Cécile DUFLOT de matin sur RMC, elle n'est pas d'accord avec cette exigence, elle dit que ce n'est pas très grave. [inaudible] sur RMC, RMC Story.

[Publicité]

Olivier TRUCHOT

La suite des Grandes Gueules avec Édouard GEFFRAY, le ministre de l'Éducation nationale qui est face au GG ce matin, face à Joëlle DAGO-SERRY, Charles CONSIGNY, Laura WARTON MARTINEZ. On va entendre vos questions, mes chers Grandes Gueules, mais j'ai, moi, une question d'actualité et je ne voudrais pas l'oublier. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de la mort de ce lycéen stagiaire survenue ce vendredi dans le Gard. C'est un stagiaire de 15 ans qui est mort écrasé par un chariot élévateur. Ça s'est passé à Bagnols-sur-Cèze. Ça pose la question des conditions de sécurité de l'accueil des jeunes en entreprise avec tous ces stages, toutes ces entreprises, de l'encadrement. Qu'est-ce qu'on peut améliorer ?

Édouard GEFFRAY

Alors, d'abord, je me permets juste de le dire parce que c'est important, mais parce qu'on a tous été quand même très ébranlés par la mort d'un élève. Pour nous, c'est l'impensable, si vous voulez. La mort d'un élève, c'est le drame absolu pour n'importe quelle communauté éducative et évidemment, on est en sympathie absolue avec sa famille. Il y a un enjeu qui est, pour nos élèves, de faire des stages en entreprise. Vous en accueillez ici, j'imagine, chaque année. C'est un enjeu d'égalité des chances et donc, c'est important que l'élève puisse découvrir ce qui se passe dans les milieux professionnels, parce que c'est le seul moyen pour qu'ils ne reproduisent pas finalement, on parlait tout à l'heure de la promotion sociale, c'est un des moyens de ne pas reproduire justement ce que font ses parents, ses frères et sœurs, etc. Ça, c'est la première chose. La deuxième chose, c'est que c'est bien des stages d'observation en troisième et en seconde, et qu'un stage d'observation, normalement, on n'est pas censé agir. On n'est pas censé faire des branchements électriques, si on est ici à la télévision ou à la radio. On n'est pas censé conduire un chariot élévateur, etc. Donc là, ce qu'on fait, on fait deux choses. D'abord, il y a effectivement une enquête sur les circonstances.

Olivier TRUCHOT

Donc, il y a peut-être une faute. Ce jeune n'aurait pas dû utiliser ce chariot élévateur ? Je rappelle qu'il était dans une entreprise spécialisée dans le commerce de bois et de matériaux de construction.

Édouard GEFFRAY

Ici, je ne sais pas ce qu'il s'est passé parce qu'il y a une enquête pénale qui est actuellement en cours et une enquête administrative des deux côtés des [ph]. Inspection du travail pour voir ce qui s'est passé à l'entreprise, inspection de l'éducation nationale pour voir ce qui s'est passé du côté de l'éducation nationale. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est que s'il était sur un chariot élévateur, il n'aurait jamais dû y être.

Olivier TRUCHOT

Alors, il faut un permis pour les conduire.

Édouard GEFFRAY

Ça, c'est très clair. Voilà. Bon. Donc indépendamment de l'enquête sur cette affaire, ce qu'on est en train de faire avec Jean-Pierre FARANDOU et Sabrina ROUBACHE, c'est qu'on lance une enquête conjointe des deux inspections, affaires sociales et éducation nationale, pour faire court, pour précisément voir comment mieux sécuriser encore les stages de mineurs en milieu professionnel. Parce qu'il y a probablement des choses qui ne sont pas totalement connues, perçues. Est-ce qu'une entreprise, vous voyez, quand elle accueille un jeune stagiaire, est-ce qu'elle se dit : attention, il y a une observation, il ne peut rien faire d'autre, entre guillemets, que s'asseoir, observer, poser des questions ? Je ne suis pas sûr aujourd'hui qu'elle en ait complètement conscience. Donc, il y a probablement des choses comme ça à régler. La preuve, c'est que si un drame comme ça a pu arriver, c'est qu'il faut le faire pour éviter qu'évidemment, ça se reproduise.

Olivier TRUCHOT

Oui. Et il ne faut pas que ça dissuade non plus les entreprises de prendre des jeunes. En disant : moi, je ne vais pas prendre de risques, donc zéro jeunes.

Joëlle DAGO-SERRY

Pas du tout.

Laura WARTON MARTINEZ

Alors, c'est une question [ph].

Olivier TRUCHOT

Alors, d'autres questions sur d'autres sujets ? Charles CONSIGNY.

Charles CONSIGNY

Alors, il y a beaucoup de sujets. Moi, je vois quand même 2-3 grands sujets. 1) Beaucoup de professeurs quand même le disent, notamment au collège, c'est tout bête : les collégiens ont trop de cours. Ils ont trop de cours dans la journée, ils sont assommés l'après-midi, ils ont du mal à suivre et on leur demande un temps d'attention sur la journée qui, en fait, ne permet pas vraiment de leur prodiguer l'enseignement nécessaire. Donc beaucoup de gens, et je pense que ça vaut aussi pour les parents d'élèves, aimeraient qu'on s'inspire des modèles anglo-saxons avec des cours le matin et d'autres activités l'après-midi, du sport, que sais-je, pour aérer un peu tout ça. Première question. Et deuxième question, dans la même logique d'aérer un peu tout ça, est-ce qu'on ne pourrait pas faire un peu davantage, rentrer la société au collège et au lycée ? Puisque moi, je suis très frappé par ça. Souvent les lycéens, notamment dans les milieux un peu défavorisés, en fait ne savent pas ce qu'ils pourraient faire comme métier, n'ont pas l'horizon très dégagé. Ce qui peut-être explique un peu le décrochage, l'absentéisme, le fait qu'il y en ait qui ne comprennent même pas l'intérêt de tout ça, pourquoi est-ce qu'on leur enseigne tout ça, etc. Est-ce qu'on ne devrait pas davantage inviter la société à rentrer dans le collège ou le lycée, c'est-à-dire à venir soi-même à remplacer des profs par moment ou à enseigner certaines matières pour ceux qui sont qualifiés pour le faire, il y en a quand même, ou en tout cas, venir présenter des métiers, des

secteurs d'activité, pour donner des perspectives aux jeunes ? Je trouve que, en l'état, tout ça est un peu trop étanche au reste de la société.

Édouard GEFFRAY

Alors, deux questions assez vastes. Sur la première question, vous savez qu'il y a eu la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant, qui s'est notamment penchée sur cette dimension-là, c'est-à-dire le volume d'heures de cours par jour, etc., etc. Bon, on a un sujet en France, c'est qu'on a beaucoup d'heures de cours par semaine, sur un nombre de semaines plutôt plus limité que les autres. Donc, les élèves ont plus de vacances dans l'année en nombre de semaines et, par contre, ils ont beaucoup plus d'heures de cours dans la journée.

Olivier TRUCHOT

Tout est concentré ?

Édouard GEFFRAY

C'est plus concentré que chez nos voisins globalement, mais ce n'est pas une science exacte, mais globalement, c'est plus concentré. Pardon de dire comme ça, ce n'est pas pour renvoyer aux calendes, mais typiquement, c'est un sujet, pour moi, de présentation de 2027. Je ne peux pas changer les choses pour la rentrée de 2026. Ça pose un tas de questions, ça pose une prise en charge des enfants une fois qu'ils sont dehors.

Olivier TRUCHOT

Mais vous, quelle est votre conviction ? Parce que tout le monde a un avis sur les rythmes scolaires. Difficile de mettre tout le monde d'accord, il y a les intérêts divergents, le tourisme pour les vacances, les parents qui ont aussi leur propre rythme, les profs, etc. Vous, à votre avis, est-ce qu'il faut tendre une idée où il y aurait les cours principaux le matin et l'après-midi, on ferait plus du sport, de la culture, des choses...

Édouard GEFFRAY

Alors d'abord, à l'école, dans le premier degré, c'est déjà ce qui se passe. Les professeurs font le français et les mathématiques le matin et ils font les autres cours l'après-midi. C'est quand même un peu ça qui se pratique dans la vraie vie des vrais professeurs. Mais au collège, c'est plus difficile parce qu'il faut croiser les emplois et temps de tous les professeurs et faire en sorte que ça rentre dans la chaussure. Moi, ma conviction profonde, d'abord sur les rythmes scolaires hebdomadaires, vous savez 4 jours, 4 jours et demi. Moi, personnellement, je ne suis pas forcément favorable à une remise en cause profonde de la situation actuelle, qui est plutôt 4 jours, sauf si ceux qui le souhaitent font 4 jours et demi, parce que ça pose tout un tas de problèmes, et qu'au bout d'un moment, les problèmes qui sont liés à la situation des parents, etc., finalement, contrebalancent le bénéfice pour l'enfant. On n'a aucun doute sur le fait qu'un enfant, il apprend mieux le matin. Simplement, si tout ce qui est autour de lui est moins favorable, on n'y arrive pas. Donc, c'est un truc qui se travaille. À mon avis, ça se travaille aussi au niveau local. Ce n'est pas la même chose si je suis au bord du fleuve Maroni et si je suis en plein cœur de Paris.

Olivier TRUCHOT

On peut décentraliser. L'Éducation nationale, c'est toujours un peu de mal à faire.

Édouard GEFFRAY

Pour moi, avoir une approche territoriale, c'est ce qui s'impose dans la matière. Je ne suis pas favorable au niveau national à dire que c'est 4 jours et demi pour tout le monde ou 4 jours pour tout le monde. Je n'y crois pas tellement. La deuxième chose, c'est qu'on a besoin probablement que nos ados commencent un peu plus tard le matin. Plutôt à 09h00 qu'à 08h00. Ça, c'est des choses qu'on est en train de promouvoir auprès de nos chefs d'établissement. Ce n'est pas toujours possible, ça ne rentre pas non plus toujours dans la chaussure. Une fois encore, si je prends ma pirogue sur le fleuve Maroni, mes gamins, ils arrivent à 07h00 du matin au collège. Donc là, c'est l'inverse. On ouvre pour ne pas qu'ils soient dehors. Et pour répondre à votre deuxième question, je fais les liens du coup entre les deux, l'école, ce n'est ni un bunker ni une passoire. Ça ne veut pas être un bunker parce qu'il faut effectivement aller au contact, elle est perméable à la société. Ça peut pas non plus être une personne à laquelle tout le monde rentre, si je peux dire, n'importe comment et sans contrôle. Ça renvoie à d'autres sujets qu'on connaît, mais voilà. Là aussi, c'est une question d'équilibre. On fait, pour répondre très précisément à votre question, ce qu'on appelle la découverte des métiers au collège, dès la cinquième. C'est-à-dire qu'il y a des demi-journées qui sont organisées pour que les élèves puissent rencontrer des intervenants extérieurs, je ne sais pas quoi, des chercheurs, des scientifiques, des industriels, des ouvriers qualifiés, tout ça, pour qu'ils puissent s'ouvrir à la diversité des métiers. Notre objectif, grosso modo, pour faire simple, c'est qu'aujourd'hui, un élève, il connaît en fin de troisième 15 métiers. Notre cible, c'est que d'ici 3 ans, il en connaît 50. Au sens qu'ils soient capables de parler de 50 métiers différents.

Olivier TRUCHOT

Alors, le retour de l'exigence, vous avez demandé aux professeurs de toutes les disciplines d'être vigilants sur notamment l'orthographe et la grammaire et vous voulez ce retour de l'exigence qu'on sanctionne aussi quand il le faut, les fautes d'orthographe, les fautes grammaticales et pas seulement d'ailleurs au moment du brevet et du bac. À ce sujet, Cécile DUFLOT a pris la parole ce matin sur RMC, écoutez ce qu'elle dit.

Cécile DUFLOT

La langue et l'orthographe française, c'est souvent illogique et absurde. Je vous donne un exemple. Chariot et charrette, ça vient du même mot. Mais chariot, il y a un seul R. Charrette, il y a deux R. Pourquoi ? Zéro raison. Mais c'est un puissant outil de distinction sociale et ça a même été créé pour ça. Si on regarde d'ailleurs le littré, un grand dictionnaire historique, on voit qu'il y avait plein d'orthographes acceptés pour le même mot jusqu'au 18e, 19e, et ensuite, on a fossilisé l'orthographe et c'est devenu un outil grâce à la dictée de sélection scolaire. Il faut se dire que le vrai sujet de la langue c'est de se comprendre. Donc, cette obsession de l'orthographe, en fait, c'est une obsession un peu dysfonctionnelle et surtout si elle conduit à empêcher des gens qui ont de grands talents de pouvoir continuer, là, ce serait vraiment une faute. En fait, un ministre de l'Éducation qui ne sait pas trop quoi dire, il dit : « vive la dictée », et ensuite, il dit : « on va rendre l'orthographe obligatoire au bac ».

Olivier TRUCHOT

Vous ne savez pas trop quoi dire visiblement Édouard GEFFRAY.

Édouard GEFFRAY

Je connais un peu mes sujets mais ce n'est pas grave, on ne va pas répondre à ça, ce n'est pas très important. Ce qui est intéressant, vous voyez, c'est la façon dont le sujet a été déformé. J'ai dit orthographe, grammaire, syntaxe. C'est le cumul des 3, c'est-à-dire la maîtrise de la langue. Parce que la première inégalité professionnelle, quand vous passez un entretien, quand vous faites un CV, quand vous faites une dette de motivation, c'est la maîtrise de la langue. Donc, on peut se gargariser tous les jours, à part l'égalité d'échanges, le machin, le cœur sur la main, tout ça. Si à la fin, on renonce à l'exigence sur la maîtrise de la langue, on envoie les gens en casse-pipe. Et c'est quelqu'un qui connaît assez bien ces sujets-là qui vous le dit. Mais c'est intéressant, parce que du coup, tout le monde part en fixette sur l'orthographe. L'orthographe, d'abord, il y a eu une réforme d'orthographe en 1990, ça n'est pas resté figé depuis le litret, et c'est vivant l'orthographe, la langue est vivante. Et il n'y a pas que l'orthographe. La grammaire à syntaxe en revanche, moi ce que je dis c'est qu'un élève qui ne relit pas sa copie et dont le niveau d'expression est calamiteux, il y a un moment où il faut que notre devoir, et ce n'est pas par plaisir, mais notre devoir, c'est de dire : « en fait, cette copie-là, elle ne peut pas avoir la moyenne ». C'est tout. Pas non plus révolutionnaire comme truc. D'ailleurs j'ai dit ça, ce n'était pas une annonce ni une politique générale, j'ai juste dit : « il y a un moment où il faut avoir ce qu'on appelle une juste exigence ».

Olivier TRUCHOT

Pourquoi on a un peu abandonné le combat à un moment donné ?

Édouard GEFFRAY

Je pense qu'on a un peu abandonné, c'est très progressif en réalité, c'est un truc qui s'est un peu installé et en se disant : de toute façon, aujourd'hui, les jeunes ils ont moins besoin.

Laura WARTON MARTINEZ

Il y a la méthode globale qui a fait des ravages surtout.

Olivier TRUCHOT

Mais en tout cas, il y a ma génération.

Édouard GEFFRAY

Je pense qu'il y a une espèce d'affaiblissement collectif de ce point de vue-là, assez partagé d'ailleurs, c'est-à-dire que les parents disaient : « si... », de tous quoi, on se dit : bon, c'est moins important. Mais en réalité, ce n'est pas moins important parce qu'il y a [inaudible] aujourd'hui dans un monde où tout se fait par réseaux sociaux, où nos jeunes vont être amenés à prompter de l'IA etc. En réalité, s'ils n'ont pas un vocabulaire suffisant, s'ils n'ont pas une expression de qualité, eh bien, ils seront marginalisés.

Olivier TRUCHOT

Laura, rapidement.

Charles CONSIGNY

Laura qui n'a pas été à l'école, on l'a récupérée, niveau CM.

Laura WARTON MARTINEZ

Il me demande rapidement, mais il me coupe la parole. Je suis complètement d'accord avec vous sur la maîtrise de la langue, ça sauve, ça nous donne une crédibilité.

Olivier TRUCHOT

Mais évite la question, on a 30 secondes Laura, donc vas-y.

Laura WARTON MARTINEZ

Non, mais je suis juste d'accord.

Olivier TRUCHOT

Ah bon, tu es d'accord, c'est pour dire que t'es d'accord, tu n'as pas de question ?

Laura WARTON MARTINEZ

Ça fait peut-être du bien à un ministre de temps en temps de lui dire qu'on est d'accord avec lui.

Édouard GEFFRAY

Oui, ce n'est pas trop ça.

Laura WARTON MARTINEZ

J'y lâche rien sur l'orthographe, je suis dyslexique, dysorthographique, la seule chose que je peux vous demander, c'est : faites en sorte qu'il y ait beaucoup plus d'orthophonistes comme ça se passe en Angleterre où vous avez des orthophonistes vraiment qui vont dans le fond pour les gens qui bégayaient, qui ont des réels problèmes d'élocution, mais ils ont fait comme un sous-diplôme des orthophonistes qui ne travaillent que la dys, que les dys. Ce qui fait que ça désengorge. Moi, je vois, j'ai mis 3 ans avant de pouvoir voir une orthophoniste pour régler mes problèmes de dyslexie.

Olivier TRUCHOT

Alors, on a fait court. Édouard GEFFRAY répond, parce que vraiment le temps est imparti.

Édouard GEFFRAY

Non, mais alors, indépendamment du fait qu'on est d'accord, mais hyper intéressant. Et notamment l'un des enjeux, c'est de faciliter l'accès des enfants à l'orthophoniste pour ne pas qu'ils aient à quitter les cours à revenir et en réalité à rater 3 ans de cours quand ils font 45 minutes d'orthophoniste. Ça, c'est un enjeu majeur sur lequel on travaille actuellement. Mais je prends le point aussi sur le diplôme.

Olivier TRUCHOT

Merci Édouard. J'ai en fait une dernière question, le bac, on continue ou on supprime ?

Édouard GEFFRAY

On continue, pourquoi vous le supprimez ?

Olivier TRUCHOT

Parce qu'on a l'impression qu'on va vers sa suppression, parce qu'on réforme, il est de plus en plus court, il n'y a que 4 épreuves...

Édouard GEFFRAY

Non mais il faut arrêter de vouloir supprimer tout comme ça, il y a un truc qui s'appelle les institutions qui ont fait leurs preuves, et puis les rites de passage et les examens qui permettent de certifier un niveau, c'est quand même pas fait pour les chiens, donc non, on garde.

Olivier TRUCHOT

Merci Édouard GEFFRAY, dans les grandes gueules sur RMC.